

Ghoul à partir de Chlef

Finies les «exploitations irrationnelles» du foncier

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3654 - Ven. 28 - Sam. 29 août 2015 - Prix : 10 DA

Mondiaux d'Athlétisme



Makhloufi en finale

Page 24

Il annonce la création d'un parti et le soutien des éléments de l'ex-FIS

Les ambitions de Mezrag se précisent

Page 3

Une rentrée sans grève en perspective

Par Mohamed Habili

Depuis que les syndicats autonomes ont pris place dans le paysage (il n'est pas besoin d'être plus explicite, vu qu'ils n'existent que dans un seul secteur, celui de l'enseignement), la seule véritable question qui se pose quand une rentrée est à l'ordre du jour, c'est justement de savoir si cette rentrée aura lieu, ou si l'année scolaire va commencer par une grève plus ou moins longue et dure. Ou les cours commencent comme planifié, ou bien par la volonté des syndicats ils sont reportés sine die. Ce qui a été souvent le cas, mettant à chaque fois à rude épreuve les nerfs de tout le monde, et en particulier ceux de la tutelle et des parents d'élèves, c'est-à-dire en somme de l'opinion en général, que le spectre d'un retard irrattrapable, quand ce n'est pas celui de l'année blanche, ne tarde pas à tourmenter. Des élèves qui au lieu d'être en train d'étudier dans leurs classes sont lâchés dans les rues, c'est en fait un spectacle peu réjouissant. Selon toute apparence, il nous sera épargné cette rentrée, programmée comme on le sait pour le 6 du mois prochain, et cela grâce à l'entente scellée dernièrement entre la ministre de l'Education et les représentants des syndicats. On ne sait pas sur quoi au juste cet accord a porté, si même des fois il ne serait pas basé sur un deal secret ou tacite, sur du donnant donnant pour parler trivialement. **Suite en page 3**

Réunion gouvernement-walis aujourd'hui

Nouvelles orientations pour la relance de l'économie



La conjoncture étant la rentrée sociale ainsi que la chute continue des prix du pétrole, la rencontre gouvernement-walis d'aujourd'hui sera axée notamment sur «les nouvelles orientations» des pouvoirs publics, dont la promotion des investissements et la valorisation des potentialités locales pour la relance de l'économie nationale. **Lire page 3**

Le FCE élargit son réseau national

«La croissance économique commence par le développement local»

Page 2

8^e Festival diwan

De belles rencontres musicales en clôture

Page 13

Ghoul à partir de Chlef

Finies les «exploitations irrationnelles» du foncier

■ La rationalisation de l'exploitation du foncier a été au centre de l'intérêt du premier responsable du secteur, Amar Ghoul, qui promet également de mettre fin aux pratiques administratives qui ralentissent souvent la cadence de concrétisation de projets touristiques. «C'est l'administration qui cherche auprès de l'investisseur et non pas le contraire», a-t-il réclamé.

De notre envoyée spéciale à Chlef Louiza Aït Ramdane

Le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul a fait cap à l'Ouest. Il s'est en effet rendu dans la wilaya de Chlef pour une visite dont le programme était axé essentiellement sur le tourisme et l'infrastructure touristique dans la région. Amar Ghoul n'a pas hésité à dénoncer ce qu'il a qualifié de «folie», l'exploitation irrationnelle du foncier destiné au tourisme dans différentes wilayas du pays, en affirmant qu'il est temps de rationaliser l'utilisation de l'espace en y injectant des services. En sus de l'impératif d'une exploitation rationnelle du foncier touristique, Amar Ghoul a insisté sur «l'entame de l'exploitation des zones d'expansion touristique (ZET) dans les meilleurs délais». Pour avoir une idée, le ministre a conseillé à tous les promoteurs touristiques d'aller voir ce qui se fait dans les pays qui ont cette culture touristique. «Dans les pays qui se respectent c'est l'administration qui cherche auprès des investisseurs, chez nous c'est le contraire», a-t-il regretté soulignant qu'«il faut que les choses changent pour une meilleure exploitation du foncier». La rationalisation de l'utilisation du foncier servira à accueillir de nouveaux projets de développement et à mieux répondre à la demande d'accès au foncier pour des projets touristiques, est-il indiqué. Car, est-il souligné, les excédents fonciers sont de nature à constituer une offre foncière additionnelle qui pèsera dans le marché foncier et boostera encore plus l'activité touristique. «L'accès au foncier pour la réalisation des projets touristiques étant un facteur d'attractivité pour les porteurs de projets d'investissement et promoteurs, sa disponibilité permettra le lancement de certaines activités de production touristique», a-t-il ajouté. L'autre point ayant focalisé l'intérêt du premier responsable du secteur du tourisme est la facilitation administrative de l'acte d'investissement. D'ailleurs, Amar Ghoul, promet que son département compte accorder des facilitations administratives pour les investisseurs potentiels dans le secteur. «Il faut leur faciliter la tâche», a-t-il martelé à chaque étape de la visite qui l'a mené, hier, dans les villes côtières de Beni Haoua et de Ténès et au chef-lieu de wilaya. À un investisseur qui se plaignait du retard dans la délivrance de l'agrément de son projet de thalassothérapie à Ténès, le ministre a promis que ce document lui sera remis dès aujourd'hui, par ses services centraux. Aussi, il a insisté sur la nécessité



PH/D. R.

de concrétiser rapidement les projets destinés aux dix Zones d'expansion touristique (ZET) du littoral de la wilaya. Sur le même site, le ministre a appelé à hâter le lancement des projets prêts à être concrétisés. En vue d'un investissement touristique intégré et durable, des mesures seront mises en œuvre et feront que l'investisseur devienne «la pierre angulaire» de la dynamique de développement du secteur. «Ces mesures auront pour finalité d'alléger les procédures administratives, de lever les obstacles à l'accès au foncier et d'assurer l'accompagnement financier nécessaire», a assuré le ministre du Tourisme. Amar Ghoul a affirmé que l'administration est tenue dans cette nouvel-

le phase de «s'impliquer dans la dynamique de l'investissement».

Un programme d'activités touristiques et un guide pour chaque wilaya

Le ministre du Tourisme a insisté sur la nécessité d'élaborer un guide et un programme d'activités touristiques pour chaque wilaya afin d'attirer les visiteurs et assurer la continuité de la dynamique du secteur à long terme.

«Il est temps pour chaque wilaya de mettre en place un programme et un guide touristiques à même de démontrer ses différents atouts en termes de sites

naturels, archéologiques, culturels et historiques afin d'attirer les visiteurs», a indiqué le ministre en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, insistant également sur la complémentarité touristique entre les wilayas. Le tourisme, a-t-il ajouté, est l'un des cinq secteurs sur lesquels compte s'appuyer la relance de l'économie nationale et la création de richesses, outre l'agriculture, l'industrie, les services et le savoir. Le gouvernement accorde, a-t-il assuré, une «importance capitale» au tourisme pour le substituer à la rente pétrolière. En outre, Amar Ghoul qui a mis en valeur les atouts touristiques que recèle la wilaya de Chlef, estime qu'il faudrait «exploiter les potenti-

tés à bon escient». Les 120 km de côte dont dispose cette wilaya sont à même «de la hisser au rang de pôle touristique pour le centre et l'ouest du pays», a-t-il souligné. Lors de sa visite de travail, le ministre a inspecté la résidence «Lalla Halima», spécialisée en thalassothérapie dans la commune de Chlef et la résidence touristique «Dar El Ikram» à Beni Haoua. Un complexe touristique qui affiche complet durant cette période de vacances. Des familles sont venues des wilayas limitrophes pour y séjourner. Ghoul a insisté auprès des investisseurs, dans ses différentes haltes, sur la nécessité du respect des spécificités de chaque région et la mise en valeur de ses particularités afin, a-t-il dit, de répondre aux besoins des touristes, plaçant pour un tourisme pour toutes les saisons avec la création d'un circuit touristique qui devra englober les spécificités et les produits propres à la région avec l'implication du citoyen par des actions participatives. La wilaya de Chlef dispose actuellement d'une capacité d'accueil de 1 100 lits, et est appelée à atteindre 2 005 lits à la fin 2016, a fait indiquer le ministre, qualifiant ce chiffre de «très insuffisant». Il a estimé que cette wilaya a besoin de 10 000 lits pour répondre aux attentes des visiteurs en provenance des différentes régions du pays, tout en ajoutant que plusieurs localités «sont à l'état vierge et nécessitent une revalorisation de leurs atouts touristiques».

L.A.R.

Le FCE élargit son réseau national

«La croissance économique commence par le développement local»

De Médéa, Mohamed Mabkhout

La croissance de l'économie nationale commence par le développement local. Une voie réaffirmée par le Forum des chefs d'entreprise (FCE), lors de la visite de son président Ali Haddad jeudi à la wilaya de Médéa. Au sujet de la baisse des recettes du pétrole dans les Bourses mondiales, et qui représentent 97 % des exportations, Haddad a abordé, lors d'un discours prononcé au siège du FCE à Médéa, les différents sujets qui font l'actualité. Parmi lesquels, la gestion des entreprises, où Haddad s'est vu féliciter de la dépenalisation du gestionnaire. Il a aussi rappelé que le monde vit, à présent, une conjoncture internationale témoignée par l'effondrement des Bourses internationales. Le président du FCE a souligné, à cet effet, qu'«il faut une solidarité sans faille pour

sortir de la crise». Pour y parvenir, le Forum affiche sa disponibilité totale à accompagner l'Etat dans son processus de développement économique. «Le Forum des chefs d'entreprise restera le partenaire idéal des pouvoirs publics», a rappelé Haddad, insistant sur le dialogue bilatéral comme solutions propices pour une économie prospère, selon le même responsable. Après Blida, un nouveau bureau du Forum des chefs d'entreprise a ouvert ses portes au public à Médéa. Une inauguration qui s'est faite durant la visite de travail qu'a conduit le président de l'organisation Ali Haddad dans cette wilaya. Une étape qui s'inscrit dans le déploiement des bureaux délégués du FCE à l'échelle nationale. Oran, Ain Témouchent, Tlemcen, Mascara, Sétif, Constantine, Annaba... Toutes ces villes connaîtront bientôt, à l'instar de Médéa, une

représentation du Forum. L'optique du Forum des chefs d'entreprise (FCE) d'élargir ces bureaux régionaux, s'inscrit dans le cadre de l'encouragement du développement régional. Une possibilité aux différents jeunes entrepreneurs d'avoir une adresse fixe pour leurs préoccupations en matière d'investissement. Des retombées importantes, selon le FCE, qui désenclaveront les wilayas isolées en donnant un libre accès aux investisseurs pour améliorer l'économie locale. Une occasion qui s'est présentée aux entrepreneurs de Médéa de communiquer de manière directe les soucis économiques confrontés. Le choix porté sur Médéa s'explique, selon le président du Forum des chefs d'entreprise, par les nombreuses potentialités de la wilaya, en particulier l'agriculture. Une région avec un emplacement géographique

stratégique aux possibilités multiples, selon le même responsable. «Notre présence parmi vous aujourd'hui marque une fois encore l'attachement singulier du FCE et son engagement indéfectibles aux régions, à leurs potentialités», a précisé Haddad. «Cette décision de développement local désenclavera les régions qui souffrent d'isolement, tout en facilitant aux entrepreneurs l'accès au foncier», a-t-il insisté. Ali Haddad a par ailleurs, assisté au lancement de l'opération du FCE Solidaire «Un carter pour l'avenir» au siège de la wilaya de Médéa. Une initiative en faveur de dizaines d'écoliers aux parents à petites bourses pour la cinquième fois. Des enfants, obligés de parcourir des kilomètres pour arriver à l'école, comme nous a raconté Samia, une élève de quatrième année rencontrée sur place.

M. M.

Réunion gouvernement-walis aujourd'hui

Nouvelles orientations pour la relance de l'économie

■ La conjoncture étant la rentrée sociale ainsi que la chute continue des prix du pétrole, la rencontre gouvernement-walis d'aujourd'hui sera axée notamment sur «les nouvelles orientations» des pouvoirs publics, dont la promotion des investissements et la valorisation des potentialités locales pour la relance de l'économie nationale.

Par Yasmine Ayadi

Les premiers «bienfaits» de la chute des prix du pétrole commencent à poindre à travers des rencontres qui s'annoncent dans la perspective de donner «des coups de fouet» à l'économie nationale. Bien que les résultats de ces rencontres au nom «de la relance de l'économie» soient aussi incertains que les prix du pétrole, elles s'avèrent, toutefois, une nécessité tant attendue. Les autorités publiques devraient aujourd'hui penser à ne plus compter sur la rente pétrolière et éviter les pires scénarios aux Algériens qui peinent déjà à joindre les deux bouts. Quoi qu'il en soit, le gouvernement se met à l'œuvre et réunit ses walis en vue de garantir une bonne rentrée sociale. Il est également question des «nouvelles orientations» des pouvoirs publics, dont la promotion des investissements et la valorisation des potentialités locales pour la relance de l'économie nationale et la réalisation du développement durable. C'est ce qui émane de la déclaration faite à l'APS par le directeur des études au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Seddini Abderrahmane. Ce responsable a souligné que les walis ont un «rôle important» dans la dynamisation des investissements, d'autant qu'ils seront chargés du dossier avec le concours des différentes directions sectorielles au niveau local. Concernant les wilayas déléguées instituées en application de la décision du président de la République pour développer les régions des Hauts-Plateaux et du Sud, le même responsable a souligné l'importance de la promotion de ces nouvelles wilayas de façon à leur permettre de «profiter au



mieux des efforts de développement». Il a par ailleurs indiqué que d'autres dossiers économiques seront débattus, dont l'améliora-

tion des mécanismes de soutien agricole, l'habitat, l'amélioration du cadre de vie du citoyen et la promotion de l'investissement productif dans le cadre de la «politique actuelle du gouvernement pour la diversification de l'économie nationale». La réunion gouvernement-walis examinera, par ailleurs, le dossier relatif à la promotion du tourisme et sa contribution à la diversification de l'économie nationale et à la consolidation de la dynamique de développement local, outre le rôle de l'élu dans la gestion des affaires publiques locales. La modernisation des administrations, qui s'inscrit dans le cadre du plan d'action du ministère de l'Intérieur et des Collectivités, est aussi un autre point à débattre lors de cette réunion. M. Seddini a affirmé, à ce propos, que cette rencontre permettra au Premier ministre et au ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales de donner «les orientations nécessaires» à cet effet. **Y.A.**

Investissement : le gouvernement mise sur les capacités industrielles

LE GOUVERNEMENT mise plus que jamais sur le développement de l'investissement industriel pour diversifier l'économie nationale et inverser le mouvement de désindustrialisation qui pèse sur notre économie affectée, de surcroît, par la chute des prix pétroliers mettant à mal les équilibres financiers. Le thème de l'investissement économique figurera parmi les points fondamentaux de l'ordre du jour de la réunion gouvernement-walis qui se tient aujourd'hui à Alger sous la présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Annoncée récemment par M. Sellal depuis Constantine, cette rencontre vise, selon lui, à «créer de nouvelles opportunités pour le développement de l'économie nationale et l'ouverture sur l'investissement». En fait, l'objectif principal de la politique nationale de développement économique est de relever le taux de participation du secteur industriel dans l'économie nationale et de faire émerger des entreprises viables et productives capables de se hisser à la hau-

teur des exigences de qualité et de coût des marchés national et extérieur. Lors du débat parlementaire sur le plan d'action du gouvernement 2015-2019, tenu en 2014, le Premier ministre avait indiqué que l'ambition de parvenir à l'émergence économique nécessitait un taux de croissance considérable, notamment dans le secteur de l'industrie. La réalisation de cet objectif devait être adossée inévitablement à une relance du secteur industriel considéré comme le grand défi de la décennie à venir. Ceci passe, selon M. Sellal, par une redynamisation des grands projets industriels structurants qui permettent de développer les investissements et de dynamiser les différentes branches industrielles et les PME tout en développant la sous-traitance. L'Etat compte, ainsi, orienter ses investissements aux industries basées sur les ressources naturelles comme le fer et l'acier, ainsi qu'à la pétrochimie, la pharmacie, les matériaux de construction, la mécanique, le textile et l'agroalimentaire. **Y. A.**

Il annonce la création d'un parti et le soutien des éléments de l'ex-FIS

Les ambitions de Mezrag se précisent

Les ambitions de l'ex-chef de l'AIS (bras armé du FIS dissous) Madani Mezrag semblent ne pas avoir de limites en annonçant la création d'un parti politique après avoir regroupé 1 000 délégués dans la wilaya de Jijel jeudi dernier. En l'espace de quelques jours, Madani Mezrag a regroupé ses fidèles deux fois : la première rencontre eu lieu à Mostaganem, la seconde vient de se tenir à Jijel et a été sanctionnée par l'annonce de la création d'un parti politique. L'appellation choisie pour ce projet de parti est le «Front de l'Algérie pour la réconciliation et le salut». Ainsi, l'appellation est composée de deux éléments importants : la réconciliation et le salut, sachant que l'ex-Fis portait aussi dans son appellation le salut. On se demande si par cette appellation Mezrag veut appeler à une réconciliation avec les ex-FIS et leur permettre d'exercer une activité politique, sachant que celle-ci est interdite par la Charte pour la paix et la réconciliation nationale ainsi que la loi sur les partis politiques. Pour son projet portant création d'un parti, Mezrag dit avoir le «le soutien des éléments de l'ex-FIS». Cependant, aucune figure connue ne s'est encore prononcée sur le sujet. Le regroupement de Mezrag a eu lieu à Aouess, dans la wilaya de Jijel, et on ne sait pas encore si cette rencontre a été autorisée officiellement. Pour cette étape, Mezrag ne parle pas de soumettre une

demande d'agrément au ministère de l'Intérieur comme le stipule la loi sur les partis politiques en cas d'existence de projet de création de formation politique. Pour l'instant, Mezrag est en phase de recrutement d'adhérents avant le dépôt du dossier pour l'obtention d'un agrément. Dans une déclaration à TSA, Mezrag souligne que le programme de son parti porte sur l'application de «la réconciliation nationale pour sauver l'Algérie». Selon la même source, l'homme s'est fixé une année pour faire aboutir le processus. Il est à rappeler que ce qui est appelé «université d'été de l'AIS», tenue à Mostaganem au début du mois d'août, n'a pas été du goût de quelques partis politiques et des gardes communaux. Pour Mezrag, «ils n'ont pas le droit de dire ce que nous devons faire ou ce que nous avons le droit ou non de faire», a-t-il dit.

Selon une précédente déclaration à TSA, Mezrag explique que son «programme de travail fait partie de l'accord conclu avec l'armée dans les maquis. Il prévoit de consolider le projet de réconciliation nationale dont le but est de permettre à l'Algérie de retrouver une situation normale d'un Etat de droit, de protéger l'Etat et le peuple pour ne pas revivre un autre bain de sang, de contribuer à encadrer les Algériens pour contribuer au processus politique et social dans le cadre de la Constitution et dans le respect des lois de la

république». Pour rappel, l'ex-chef du bras armé du parti dissous (FIS) a déjà tenu une université d'été en août 2014 dans la wilaya de Jijel. Mezrag est devenu une star médiatique sur quelques chaînes de télévisions privées où il affiche ses ambitions de revenir sur la scène politique. Il avait été reçu à la Présidence par le directeur de cabinet de la présidence de la République Ahmed Ouyahia dans le cadre des consultations sur la révision de texte fondamental de la République. Le 20 juin 2014, Ahmed Ouyahia qui a organisé sa première conférence de presse comme ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence, avait déclaré qu'il n'y aura pas de retour du FIS dissous mais a défendu la participation d'anciens dirigeants de ce parti dissous aux consultations sur la révision de la Constitution, à l'image de Madani Mezrag, El Hachemi Sahnouni, car les deux hommes ont participé à la trêve de 1997.

Il est à noter que la loi sur les partis politiques interdit dans son article 4 l'exercice politique aux responsables de l'ex-FIS. Cependant, on ne sait pas si Mezrag est concerné par cette interdiction, surtout que l'homme a eu droit à un tête à tête avec Ahmed Ouyahia, ministre d'Etat, directeur de cabinet de la Présidence, dans le cadre des consultations sur la révision de la Constitution.

Nacera Chennafi

LA QUESTION DU JOUR

Une rentrée sans grève en perspective

Suite de la page une

Toujours est-il que quand, sinon le parfait accord du moins la bonne volonté, règne quelque part, c'est généralement parce que les protagonistes ont su composer. On pouvait déceler cependant plus que de la satisfaction d'avoir sauvé la rentrée scolaire du côté de Nouria Benghebril. Il faut dire qu'elle n'a vraiment pas besoin en ce moment d'une grève comme entrée en matière après la mauvaise polémique de l'été autour de la proposition de l'emploi de la langue maternelle pour faciliter à l'enfant les tout premiers apprentissages, pour lui mettre le pied à l'étrier autrement dit. Depuis la mise au point du Premier ministre à Constantine, on sait que les chances de cette proposition d'être retenue ne sont pas très grandes, pour ne pas dire nulles. Front intérieur oblige, par ces temps de tensions à nos frontières et de cours de pétrole qui n'en finissent pas de baisser. Si les syndicats s'étaient montrés intraitables, comme ce fut le cas l'année dernière, et qu'ils s'en étaient tenus donc à leur mot d'ordre de grève, comme par hasard brandi en prévision de la rencontre avec la ministre, il s'en serait trouvé plein de monde pour annoncer l'éviction prochaine, inéluctable de cette dernière. On aurait alors inévitablement pensé qu'ils ont été mis à contribution pour achever de déstabiliser Benghebril, pour prix de son hérésie supposée à l'endroit de la sacrosainte langue arabe, à la grande satisfaction bien sûr des gardiens du temple. Mais comme la rentrée s'annonce sous des auspices contraires, l'idée peut prévaloir aussi que pour ce qui concerne les syndicats ce qui a le plus pesé dans la balance, c'est peut-être moins le fait qu'ils aient obtenu satisfaction sur tout ou partie de leurs revendications que parce qu'ils répugnaient à donner le sentiment de hurler avec les loups. Leur réputation d'autonomie s'en serait trouvée le cas échéant fortement compromise en effet. On ne peut donc exclure que ce soit en définitive la cabale menée contre la ministre, et qui d'ailleurs se poursuit dans les journaux arabophones, qui lui a valu la compréhension des syndicalistes en vue de la rentrée. Bien entendu, il existe une deuxième hypothèse, et qui elle suppose chez ces derniers plus que cela, de la solidarité avec la ministre. Mais cela reste à prouver, car il y a eu des cas où les syndicats n'ont pas hésité à exploiter le contexte politique pour faire avancer leurs pions. C'est même ce qu'ils font en règle générale. **M. H.**

Passeport biométrique

L'enrôlement des empreintes se fera dans les communes

■ Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a annoncé, jeudi à Constantine, la décision de l'Etat de faire l'enrôlement des empreintes digitales et la prise de photos numériques pour le passeport biométrique dans les communes également.

Par Samy K.

En visite de travail dans cette wilaya durant laquelle il a eu à s'enquérir de la situation prévalant à la ville Ali-Mendjeli qui a été touchée il y a quelques jours par des pluies torrentielles provoquant des crues et occasionnant la mort de trois personnes, M. Bedoui a indiqué que cette mesure a été prise dans le cadre de la nouvelle vision de l'Etat portant sur l'amélioration du service public en optant pour la décentralisation. «L'enrôlement des empreintes digitales et la prise de photos numériques pour le passeport biométrique se fera, à partir de la semaine prochaine, dans une première étape dans 16 com-



munes de la wilaya d'Alger avant d'être généralisée dans toutes les communes de cette wilaya et les communes importantes de

l'Algérie», a précisé le ministre. L'objectif est de «réduire la pression sur les daïras qui seront secondées par les communes

dans l'accomplissement de cette mission», a considéré M. Bedoui, mettant l'accent sur l'importance de cette nouvelle mesure dans le

«redéploiement du personnel des communes». Insistant sur l'importance d'impliquer la commune dans toutes les démarches entreprises par l'Etat pour une meilleure prise en charge des préoccupations quotidiennes des citoyens, M. Bedoui a affirmé que des instructions ont été données par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour que les collectivités assument pleinement leurs responsabilités à travers une implication directe et efficace sur le terrain.

La vision du développement local intégré se base sur la complémentarité des élus et des administrateurs, a estimé le ministre, précisant que le wali se chargera ainsi davantage des questions de développement. M. Bedoui a, dans ce contexte, fait part d'un projet de mise en place de délégations décentralisées dans les grandes agglomérations comme Ali-Mendjeli pour une meilleure prise en charge des préoccupations quotidiennes des populations ciblées. Il a rappelé que sur instruction du président de la République, un groupe de travail a été institué pour faire des propositions visant une prise en charge correcte des préoccupations des habitants de la ville d'Ali-Mendjeli forte d'environ 450 000 habitants. L'objectif est de conférer à cette ville un organisation adaptée sur les plans administratif et technique également, a conclu le ministre.

R.N.

S. K./APS

Pénurie de lait pasteurisé

Vers le règlement de la crise

La laiterie et fromagerie de Boudouaou (wilaya de Boumerdès) s'est lancée dans la commercialisation de quantités suffisantes de lait pasteurisé conditionné afin de mettre un terme à la crise entourant ce produit née de l'absence de sachets, a-t-on appris du directeur du commerce par intérim. L'unité de Boudouaou, relevant du groupe public Giplait et considéré comme le principal fournisseur de lait des wilayas du centre, «produira la même quantité de lait d'avant la crise, suite à son approvisionnement en sachets en plastique (15 tonnes) dont l'absence a été à l'origine de cette crise qui a duré 15 jours», a indiqué à l'APS Chibani Rabah. Cette quantité de sacs en matière plastique, acquise auprès de producteurs spécialisés de Médéa et Setif,

couvrira la demande pour une durée de 6 à 7 jours, a-t-il ajouté. Selon ce responsable, la crise est due à un «arrêt dans l'approvisionnement en sachets plastiques de l'unité de Médéa, pour des raisons techniques». Un fait, a-t-il dit, ayant conduit à une baisse de la production de lait de 400 000 litres/jour à près de 290 000 l/j. Lors d'une virée effectuée par un journaliste de l'APS au niveau de nombreux locaux de vente de lait dans la ville de Boumerdès, il a constaté, mercredi, la persistance de files de citoyens au niveau de ces commerces, attendant leur tour pour s'approvisionner en lait, et qui finalement finissent tous par acquiescer le nombre voulu de sachets. Avant cette crise des sachets, la laiterie de Boudouaou avait porté le quota de la

wilaya de 80 000 l/j à 160 000 l/j, sur une production globale estimée à 400 000 l/j, dont le reste est destiné au soutien des besoins en lait des populations dans l'est de la capitale, Blida et Bouira, a-t-on signalé de même source. Le volume de production au niveau des autres unités de la wilaya est stabilisé autour de 20 000 l/j à la laiterie Coprolait de Boudouaou, et 12 000 l/j au niveau de chacune des laiteries de Khemis El Khechna, Bordj Menail et Hammadi. Réputée pour la haute qualité de son lait, très demandé par les citoyens, la laiterie de Boudouaou compte un réseau de 40 distributeurs couvrant un quartenaire de points de vente disséminés à travers des wilayas sus citées.

R.N.

S. K./APS

Protestations des militaires radiés des rangs de l'ANP

La prise en charge des doléances se poursuit «normalement», selon le MDN

La prise en charge des doléances des militaires radiés des rangs de l'Armée populaire nationale (ANP) en matière d'octroi de pensions d'invalidité se poursuit «normalement» selon le calendrier fixé aux commissions médicales régionales, a assuré jeudi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «En continuité aux précédents communiqués, le ministère de la Défense nationale porte à la connaissance des militaires radiés des rangs de l'ANP pour divers

motifs, que la prise en charge de leurs doléances en matière d'octroi de pensions d'invalidité se poursuit normalement selon le calendrier fixé aux commissions médicales régionales. Et afin de clarifier la nature des revendications exprimées ça et là par quelques groupes de citoyens que la presse a qualifiés indistinctement de «retraités de l'ANP», il est nécessaire de les répartir selon les catégories suivantes : - La catégorie de rappelés du service national pour lesquels une grande opéra-

tion d'expertise est actuellement menée. Les résultats jusque-là obtenus des expertises médicales subies par les éléments qui se sont déjà présentés devant les commissions régionales, ont permis de relever qu'un taux de 60% parmi eux, a été reconnu inapte avec imputabilité au service. La situation de ces éléments a été régularisée et ils perçoivent leurs droits auprès de la caisse des retraités militaires conformément aux dispositions du code des pensions militaires. - La catégorie des

personnels de l'ANP radiés des contrôles pour motif d'incapacité physique non imputable au service dont le traitement des dossiers est également en cours d'exécution. La proportion d'octrois de l'imputabilité au service a permis à la moitié des éléments expertisés de bénéficier d'une pension d'invalidité». «Les mouvements de protestation enregistrés au niveau de quelques localités du pays, sont l'œuvre d'éléments qui n'ont pas été reconnus médicalement inaptes par les commissions

régionales, car ne présentant aucune pathologie. Il est donc inadmissible d'octroyer une pension d'invalidité à une personne qu'un collège de médecins déclare valide et en bonne santé», a-t-on précisé. Le ministère de la Défense nationale rappelle aux personnes qui s'estiment lésées par les décisions des commissions régionales que «les voies de recours sont ouvertes et permettent le réexamen des différentes situations au cas par cas».

Amel F.

Secteur de l'eau

M. Nouri et un ministre sud-coréen examinent la coopération

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelouhab Nouri, et le ministre sud-coréen du Territoire, des Infrastructures et des Transports, Yoo Li-Ho, ont examiné, jeudi à Alger, les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le secteur de l'eau. Lors d'une réunion de travail tenue à l'occasion de la visite à Alger du ministre sud-coréen, M. Nouri a exposé les principales réalisations en matière d'alimentation en eau potable et

d'assainissement. Il a fait savoir que les investissements consentis par les pouvoirs publics dans ce sens s'élèvent à 50 milliards de dollars depuis 2000, destinés à améliorer l'accès de la population à l'eau potable et à l'assainissement. En matière d'alimentation en eau potable, le ministre a notamment évoqué les transferts In Salah-Tamanrasset et Mostaganem-Arzew-Oran ainsi que la mise en service de 13 stations de dessalement de l'eau de

mer qui totalisent une capacité de 2,3 millions de mètres cubes par jour. Pour ce qui est de l'assainissement, l'Algérie compte actuellement 156 stations d'épuration des eaux usées, alors qu'une dizaine d'autres unités sont en cours de réalisation, a-t-il noté. Le ministre a également émis le souhait de voir les sociétés coréennes renforcer leur présence en Algérie et participer davantage à la réalisation des projets inscrits par les pouvoirs publics, notamment le grand

transfert hydrique des Hauts-Plateaux et l'extension des périmètres irrigués. Sur le volet formation, M. Nouri s'est félicité de l'assistance coréenne grâce à laquelle 40 cadres algériens du secteur ont été formés depuis 2012. Actuellement, deux importants projets sont confiés à des sociétés coréennes, à savoir les travaux d'aménagement de Oued El Harrach (Alger) et Oued Rummel (Constantine) pour un montant global de 60 milliards de dinars, a-

t-il rappelé. De son côté, le ministre sud-coréen a souligné jeudi la disponibilité de son pays à renforcer la coopération avec l'Algérie dans le secteur des ressources en eau. «L'Algérie a inscrit d'ambitieux projets destinés à améliorer l'accès de la population à l'eau potable», a-t-il déclaré, ajoutant que son pays «est disponible à renforcer sa coopération avec l'Algérie notamment en matière de réalisation des infrastructures et de formation».

S.T.

Après Wall Street

Les Bourses asiatiques prolongent leur rebond

■ Les principales Bourses asiatiques ont fini hier nettement dans le vert dans le sillage de Wall Street la veille, prolongeant leur rebond et donnant le sentiment que le pire est peut-être passé pour les marchés financiers mondiaux après un lundi noir.



Par Ahmed O.

Le Nikkei a gagné 3,03% (561,88 points), à 19 136,32 points et l'indice Topix, plus large, a pris 3,29%, à 1 549,80 points (+49,39). Sur l'ensemble de cette semaine, durant laquelle les marchés ont traversé de fortes turbulences liées aux craintes concernant la situation en Chine, le Nikkei enregistre toutefois des pertes. Le Dow Jones a progressé jeudi de 2,27% à la suite de la publication de solides indicateurs sur l'économie américaine – la croissance du deuxième trimestre a été révisée plus fortement que prévu, à +3,7% en rythme annualisé. Comme le Japon, la Chine a suivi le mouvement. L'indice CSI 300 des principales valeurs chinoises a ainsi gagné vendredi 4,3% pour s'établir à 3 342,29 points et l'indice composite de Shanghai a repris 4,8% à 3 232,35 points.

Sur l'ensemble de la semaine, la Bourse de Shanghai a chuté de 7,9% et l'indice CSI 300 de 6,9%. A Hong Kong, l'indice Hang Seng était en hausse de 0,57% à la clôture de Shanghai.

Les décisions de la banque centrale chinoise, qui a abaissé mardi les taux d'intérêt et le montant des réserves obligatoires pour les banques, semblent porter leurs fruits, de même que les mesures des autorités pour amener davantage de liquidité sur les marchés.

Risques de contagion

De fait, les marchés restent hantés par l'essoufflement de la deuxième économie mondiale et les risques de contagion, la Chine comptant pour 13% du PIB mondial.

«De robustes statistiques économiques américaines, des signaux que la Fed ne relèvera pas ses taux en septembre, mais aussi les efforts de relance de la banque centrale chinoise, tout cela est positif», reconnaissait Jasper Lawler, analyste du courtier CMC Markets. «Mais l'angoisse va continuer de tirer les investisseurs, jusqu'à ce que les folles fluctuations des cours s'apaisent vraiment», ajoutait-il, cité par l'agence Bloomberg. Désireuse de calmer l'effacement général et d'afficher sa détermination à relancer l'activité écono-

mique, la banque centrale chinoise (PBOC) avait annoncé mardi une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt, la cinquième depuis novembre 2014.

Tout en réduisant les ratios de réserves obligatoires des banques, autorisées de facto à prêter davantage. Cela revient à abaisser le coût des emprunts pour les entreprises, les particuliers et les administrations. Ces mesures n'avaient toutefois pas convaincu les investisseurs: une bonne partie des places asiatiques et européennes avaient terminé en net repli mercredi, à l'instar de Wall Street mardi soir, au terme d'échanges très volatils.

De l'avis général, ces nouveaux assouplissements monétaires, bien que jugés bienvenus, resteront insuffisants pour ranimer durablement l'activité, les investissements et la consommation – à moins de mesures supplémentaires du gouvernement en terme de relance budgétaire et de réductions fiscales.

Les moteurs calent

Le géant asiatique a enregistré l'an dernier une croissance

de 7,4%, au plus bas depuis près d'un quart de siècle, et Pékin s'est fixé pour 2015 un objectif de 7%.

Certes, les analystes estiment que l'éclatement de la bulle des marchés boursiers chinois (qui ont plongé de plus de 40% depuis mi-juin après s'être envolés de 150% en un an) est déconnecté de l'état de l'économie réelle.

Mais au-delà du marché shanghaien, les interrogations perdurent sur la capacité de la Chine à continuer de jouer son rôle de locomotive pour la croissance mondiale alors que son modèle économique connaît une transition douloureuse.

Après des décennies de croissance à deux chiffres, dopées par les exportations et des dépenses publiques massives dans les infrastructures, les moteurs calent : production industrielle en sévère ralentissement, contraction du secteur manufacturier, plongeon des exportations et retournement de l'immobilier.

Pékin doit chercher «un rééquilibrage» vers un modèle de croissance ralentie mais plus durable – en musclant la consommation intérieure, en favorisant l'essor des services et du secteur privé, en réorganisant ses groupes étatiques inefficaces, et en promouvant une «montée en gamme» industrielle.

Mais malgré les mesures de soutien répétées, les indicateurs en berne se succèdent en Chine, et c'est cet assombrissement persistant de la conjoncture dans le pays qui a attisé ces derniers jours la débâcle des Bourses mondiales.

La Chine est le premier pays importateur de biens et de nombre de matières premières, de quoi plomber aussi bien les groupes industriels occidentaux que les pays exportateurs de métaux ou de pétrole.

D'autant que la récente dévaluation du yuan pourrait contribuer à pénaliser encore la demande chinoise. Si elle rend les exportateurs chinois plus

compétitifs face à leurs rivaux étrangers, la dépréciation du yuan renchérit également la facture des entreprises chinoises payant leurs importations en dollars.

A. O./Agences

Prix du pétrole Les cours en légère baisse

LES PRIX du pétrole repartaient en petite baisse hier en cours d'échanges européens, reprenant leur souffle après s'être nettement repris la veille à la faveur d'un regain d'optimisme sur les marchés. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 47,15 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 41 cents par rapport à la clôture de jeudi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance perdait 26 cents à 42,30 dollars. Le rebond des cours de jeudi a été en partie déclenché par des achats techniques d'investisseurs cherchant à couvrir des positions à découvert, commentaient les analystes de Commerzbank. Mais la hausse a surtout été liée à «une amélioration générale du moral des marchés après de bonnes données américaines, comme l'a aussi montré la forte hausse des marchés d'actions», expliquait-on chez Commerzbank.

Le ministère américain du Commerce a annoncé jeudi que l'activité économique avait solidement rebondi au deuxième trimestre, en révisant en très nette hausse la progression du produit intérieur brut (PIB), à 3,7% de croissance contre 2,3% précédemment. Par ailleurs, les cours restaient lestés par l'offre surabondante d'or noir sur le marché.

Les cours ont perdu plus de la moitié de leur valeur depuis juin 2014, quand ils avaient atteint un pic annuel, plombés par une offre excédentaire, et ce, malgré une amélioration de la demande stimulée par les prix bas. Les cours étaient tombés lundi à leurs plus bas depuis début 2009, à 42,23 dollars pour le Brent et 37,75 dollars pour le WTI, du fait des inquiétudes sur l'essoufflement économique de la Chine et plombés par la surabondance de l'offre d'or noir au niveau mondial.

R.E.

Avec une hausse du PIB de 0,2% au 2^e trimestre

La Suisse échappe à la récession

Le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a rebondi de 0,2% au deuxième trimestre par rapport au trimestre précédent, a annoncé hier le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) à Berne, permettant au pays alpin d'échapper à la récession. En rythme annuel, sa progression s'est chiffrée à 1,2% à prix constants tandis que le déflateur du PIB a reculé de 1,1%, a indiqué le Seco. Ce rebond, qui fait suite à une contraction du PIB de 0,2% au premier trimestre, tranche avec les prévisions de nombreux économistes qui

tablaient sur un léger repli, compte tenu de la force du franc suisse. Les prévisions des analystes interrogés par l'agence AWP s'étaient situées entre -0,3% et 0% sur une base trimestrielle et entre +0,6 et +0,9% en rythme annuel. Ce rebond du PIB au deuxième trimestre s'explique par un recul des importations (à l'exclusion de l'or non monétaire et objets de valeur), qui ont chuté de 3,6%, a précisé le Seco, soulignant qu'une baisse d'une telle ampleur est «peu fréquente». Alors qu'elles avaient connu un léger repli sur les trois pre-

miers mois de l'année, les exportations (hors or non monétaire, objets de valeur et commerce de transit) ont par contre progressé de 0,5%, permettant à la balance commerciale de donner une impulsion positive au PIB. Les dépenses des ménages, en hausse de 0,3%, ainsi que des administrations (+0,2%) ont également contribué à soutenir la croissance. La balance commerciale des services a en revanche pesé sur l'évolution du PIB. De nombreux observateurs avaient craint que la Suisse ne connaisse un nouveau ralentissement de

son activité au deuxième trimestre en raison de la force du franc suisse qui s'est fortement réapprécié depuis le changement de cap dans la politique monétaire de sa banque centrale. Le 15 janvier, la Banque nationale suisse (BNS) avait abandonné l'instrument qui limitait depuis plus de trois ans la hausse du franc suisse face à l'euro, ce qui avait entraîné une vive appréciation de la monnaie suisse et soulevé de vives inquiétudes dans les secteurs d'exportations. La Suisse n'a pas connu de récession depuis 2009. R.G.

Boumerdès

Journée d'information et d'explication sur les rites du Hadj et de la Omra

■ «Devant des millions de pèlerins émanant des quatre coins de la planète, vous devriez vous comporter comme de vrais ambassadeurs de votre pays», a lancé le directeur des affaires religieuses et des wakfs de Boumerdès, Chetta Attia, à l'adresse des pèlerins, en marge de la journée d'information et d'explication sur les rites du Hadj et de la Omra qui s'est tenue à la grande mosquée «Abdelhamid-Ben-Badis» de Tidjelabine.

Par A.Kichni

Cette manifestation s'est tenue avant le départ du premier contingent des hadjis de Boumerdès vers les Lieux saints de l'Islam. Ils étaient près de 400, hommes et femmes, à participer à cette journée qui, comme a tenu à le signaler le premier responsable du secteur, est une journée d'information et d'explication sur les rites du Hadj et de la Omra et aussi une journée de sensibilisation.

Cette réunion a porté beaucoup plus sur l'habillement et l'accomplissement des rites de la Omra et du Hadj suivant les préceptes et les hadiths du Prophète Mohamed QSSSL.

Ainsi, comment revêtir les habits d'ihram notamment pour les hommes, les circonvolutions autour de la Kaaba, sont les principaux thèmes développés par les animateurs parmi lesquels des imams, des membres de la commission du hadj et des accompagnateurs. Des explications et des orientations ont été données aux hadjis, lesquels, faut-il le signaler, dans leur majorité sont d'un âge avancé. Des explications importantes et bénéfiques ont été communiquées au profit de cette tranche de la population, pour accomplir dans de meilleures conditions ce rite qui figure parmi les cinq piliers de l'Islam, conformément aux normes et préceptes du rite musulman. Au niveau de la salle de conférences, des maquettes des Lieux saints de l'Islam sont exposées aux futurs hadjis. Des sites que tous les pèlerins devront obligatoirement



visiter et se recueillir en cette période du mois sacré de Dhoul El Hidja et plus particulièrement la Kaaba et les circonvolutions, le mont Arafat, Mouzdalifa, le site de Mina et les trois stèles dont la grande appelée Djamarat El Aqaba. Outre ces derniers, la visite de la ville de Médine (Madina El Mounaouara) et sa mosquée où est enterré le prophète QSSSL, la mosquée de Kobba, d'Ir Kiblatain et le mont d'Ouhoud où s'est livrée la bataille qui porte son nom. Au cours de cette bataille le Prophète a perdu son oncle paternel, en l'occurrence Hamza. Lequel, faut-il le rappeler, est enterré sur les lieux et chaque pèlerin est tenu de se recueillir

devant sa tombe et lui rendre hommage.

Cette rencontre a été couronnée par la projection d'un court métrage retraçant le voyage aux Lieux saints de l'Islam d'un hadj, depuis l'aéroport d'embarquement, et les formalités à accomplir à son arrivée à Djeddah, jusqu'à son retour au pays. La projection a été présentée et animée par un membre de la commission religieuse. A l'issue de cette journée, le directeur des affaires religieuses et des wakfs, Chetta Attia, a indiqué que la campagne de sensibilisation a débuté depuis plusieurs semaines au niveau des mosquées de la wilaya par des homélies prêchées par des imams. «Nous avons saisi cette occasion

pour réunir tous nos pèlerins et leur donner des orientations et des démarches à suivre depuis l'aéroport d'embarquement jusqu'aux Lieux saints à Médine et à La Mecque». Outre ces derniers, des dépliants et des guides sur les principaux rites ont été remis à chaque hadji. Le premier responsable du secteur n'a pas manqué de rappeler aux pèlerins que des équipes médicales et des brigades de la Protection civile sont au niveau de chaque site, notamment le grand jour de Arafat où toutes les équipes citées sont mobilisées pour venir en aide aux pèlerins.

A.K.

Constantine/ Inondations

Lancement prochain d'une étude sur la protection de la ville Ali-Mendjeli

Une étude complète sur la protection de la nouvelle ville Ali-Mendjeli (Constantine) contre les inondations sera lancée prochainement en collaboration avec le ministère des Ressources en eau, a annoncé, jeudi à Constantine, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nourredine Bedoui. Le ministre, qui était accompagné du directeur général de la Protection civile, a souligné, lors d'une séance de travail tenue à la wilaya au terme de sa visite, en présence de l'exécutif local et des élus, que la nouvelle ville Ali-Mendjeli, inondable et traversée par un oued souterrain, confrontée dernièrement à des crues à l'origine de la perte de trois vies humaines et de dégâts matériels considérables, doit être préservée contre de tels risques, ajoutant que ces inondations constituent une occasion pour tirer les leçons des erreurs passées, en l'occurrence les projets aussi importants lancés dans la précipitation et sans consultation des experts. M. Bedoui a annoncé, dans ce contexte, que le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales prendra prochainement un décret exécutif en vue de la création de délégations de wilayas chargées d'élaborer une stratégie nationale de prise en charge et d'anticipation des risques majeurs, ainsi que la réalisation d'études pour préser-

ver les sites urbains et la sécurité des habitants.

Ces délégations de wilayas seront rattachées à une délégation nationale, et seront appelées à réaliser un travail de proximité et mobiliser les moyens nécessaires pour mettre en œuvre les mesures de protection qu'elles auront arrêtées, a ajouté le ministre. Nourredine Bedoui a annoncé également que des aides exceptionnelles seront accordées à la wilaya de Constantine pour la protection de la Nouvelle ville Ali-Mendjeli, notamment pour l'acquisition de matériels de lutte contre les inondations. Il a ajouté qu'une évaluation doit être réalisée sur la réalisation des opérations d'assainissement et de ramassage des ordures pour lesquelles d'importants moyens financiers ont été alloués, rappelant que 60 milliards de dinars ont été accordés pour la mise à niveau de Nouvelle ville Ali-Mendjeli.

Le ministre a souligné que les responsables concernés doivent «réorienter leur vision», en mettant l'accent davantage sur les préoccupations de terrain, sur le travail de proximité et l'anticipation, insistant sur la nécessaire mobilisation des moyens d'intervention des entreprises publiques et privées, à l'approche de la rentrée sociale. Il a précisé que les points noirs doivent être recensés

et leur traitement prévu. Le ministre de l'Intérieur a donné instruction pour orienter une enveloppe de 700 millions de dinars, initialement prévue pour la reconstruction d'opérations AEP à Ali-Mendjeli, en vue de réaliser dans cette ville des galeries et des forages horizontaux, destinés à protéger le site urbain contre les inondations. Nourredine Bedoui a annoncé que sur instruction du président de la République, un groupe de travail a été institué pour la prise en charge administrative et technique de la population de la Nouvelle ville Ali-Mendjeli, précisant que les propositions devront être soumises au Conseil des ministres. La visite du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales dans la wilaya de Constantine, devait le conduire à la partie basse de la Nouvelle ville Ali-Mendjeli, la plus touchée par les inondations. Il a inspecté les travaux de réhabilitation de la RN 20, et s'est arrêté au carrefour des 4 chemins, avant de se rendre à la localité voisine de Baaraouia et à la daïra de Khroub. Nourredine Bedoui s'est rendu auparavant au domicile d'une victime des inondations, décédée dans son atelier de couture, et a présenté à la famille les condoléances du président de la République et du gouvernement.

Lamine D./APS

Oum El Bouaghi Cinq nouveaux lycées pour la rentrée prochaine

LES INFRASTRUCTURES du secteur de l'éducation de la wilaya d'Oum El Bouaghi seront renforcées, pour la rentrée scolaire prochaine, par cinq nouveaux lycées, a-t-on appris jeudi de la directrice du secteur, Ouardia Alouani. Ces établissements scolaires sont inscrits dans le cadre d'un programme portant réalisation de neuf infrastructures d'enseignement secondaire dans les communes d'Ouled Zouai, Oum El Bouaghi, Ain Beida et Ain M'ilia, a précisé la même responsable. Il est également prévu la réception de deux établissements d'enseignement moyen et de trois groupes scolaires, a ajouté la même source, faisant savoir que 14 structures, soit 11 groupes scolaires et trois CEM, sont en cours de construction. L'ouverture de ces établissements permettra de réduire le taux d'occupation par classe pour les 153 000 élèves attendus dans cette wilaya qui compte 417 écoles primaires, 106 CEM et 54 lycées, a souligné M^{me} Alouani.

R.R.



Crise libyenne

Appels pressants pour une solution politique

■ Un an après le lancement par l'ONU d'un processus de négociation pour tenter de réconcilier les deux camps rivaux en Libye et alors que l'organisation terroriste Etat islamique (EI/Daech) monte en puissance, les appels se multiplient pour que soit enfin conclu un accord politique, capable de sortir la Libye du chaos actuel.

Par Souhila K./Agences

Quelles que soient les oppositions existantes, le processus de négociations doit se poursuivre. Il a atteint sa phase finale. Le moment est venu de le concrétiser. Le temps ne va pas améliorer la position ni des uns ni des autres, soulignait, mercredi, Bernardino Leon, l'envoyé spécial des Nations unies pour la Libye, qui était de passage à Paris. Depuis un an, la scène libyenne est partagée par deux camps rivaux qui se disputent le pouvoir, l'un dans l'ouest, le camp de Tripoli qui réunit une coalition se réclamant de la «révolution» de 2011 et compte notamment des milices d'obédience islamiste, l'autre dans l'est, celui de Tobrouk-Baïda qui comprend le Parlement et le gouvernement reconnu par la communauté internationale et rassemble des libéraux, des anti-islamistes et des figures de l'ancien régime de Maamar Kaddafi.

«C'est le moment d'avancer»

Bernardino Leon mène des négociations avec les deux parties en vue d'obtenir un accord pour un gouvernement d'union nationale. Après sept mois de tractations, il a déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU «de plus en plus confiant que ce processus s'achève finalement vers sa conclusion». «Les négociations ont beaucoup contribué à réduire la méfiance qui existe entre les acteurs politiques en Libye», a-t-il estimé, en exhortant «les deux (camps) à ne pas gâcher l'occasion unique et historique qu'ils ont de devenir des faiseurs de paix». «Le temps presse, il incombe aux dirigeants libyens de tous bords de faire un ultime effort en faveur de la paix», a-t-il insisté, estimant en outre que les réserves émises par le Congrès général national (CGN, parlement sortant) lors de la signature d'un accord le 11 juillet par l'autre Parlement, reconnu internationalement, pouvaient être levées «en poursuivant des discussions sur les annexes de l'accord». Selon des diplomates du Conseil, M. Leon espère pouvoir



Ph. : D.R.

organiser une nouvelle session de négociations cette semaine. La dernière session en date s'était tenue les 11 et 12 août à Genève. A cette occasion, l'ONU avait émis l'espoir de conclure «dans les trois prochaines semaines». Le médiateur onusien a réaffirmé que la mise en place d'un gouvernement d'union nationale était la seule solution pour combattre efficacement Daech, qui accroît la pression et les atrocités en Libye.

Nécessité de former un gouvernement d'union nationale

Les pays de la région et les voisins de la Libye, dont l'Algérie et la Tunisie, ont affiché l'attachement à la poursuite du dialogue interlibyen pour aboutir à un accord de paix inclusif entre toutes les factions en conflit. L'Algérie et l'Italie ont, dans cette optique, réaffirmé cette semaine la nécessité pour les Libyens de

«former un gouvernement d'Union nationale, ayant de larges prérogatives» pour faire face aux défis auxquels est confronté ce pays.

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères de Tunisie, Taieb Baccouche, a lors d'un entretien mercredi à Tunis avec son homologue libyen Mohamed Dairi, a mis l'accent sur l'importance de hâter la formation d'un gouvernement de consensus en Libye bénéficiant du soutien de la communauté internationale pour pouvoir se consacrer, ensuite, à la lutte contre le terrorisme et l'édification des institutions de l'Etat. Il s'est dit «confiant en la sagesse des deux parties libyennes et en leur aptitude à dépasser les points litigieux et à parvenir à un accord», réitérant le soutien continu de la Tunisie à la Libye. Le ministre libyen a de son côté salué «la position constante de la Tunisie en faveur de la révolution libyenne et ses efforts pour rapprocher les vues entre toutes les parties libyennes».

sentant spécial du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour la Libye, Bernardino Leon, pour son soutien à la médiation onusienne en vue de parvenir à une solution politique à la crise libyenne. «Comme le processus de dialogue inter-libyen entre dans sa phase finale, je tiens à exprimer mes sincères remerciements et ma profonde gratitude au peuple et aux leaders libyens, ainsi qu'aux pays et organisations régionales qui ont soutenu le processus de dialogue», a-t-il réitéré en s'adressant par vidéoconférence depuis Paris aux ambassadeurs des 15 pays du Conseil de sécurité, qui ont ensuite eu des consultations à huis clos sur la situation libyenne. M. Leon a cité en premier lieu l'Algérie et l'Egypte, l'Allemagne, l'Italie, le Qatar, l'Espagne, la Suisse, la Turquie, la Tunisie, les Emirats arabes unies, l'Union africaine, l'Union européenne et la Ligue des Etats arabes. Le médiateur onusien avait déjà salué début août les efforts «constants» de l'Algérie et son soutien à la médiation de l'ONU en vue de conclure un accord de paix entre les factions libyennes en conflit. Dans une lettre adressée au ministre des Affaires étrangères maghrébines, de l'Union africaine et des Etats de la Ligue arabe, Abdelkader Messahel, M. Leon, se référant aux consultations qui se sont tenues à Alger avec les représentants du Congrès national général libyen, avait «remercié le gouvernement algérien pour les efforts constants qu'il ne cesse d'apporter pour soutenir la médiation de l'ONU en vue d'une solution politique en Libye visant la formation d'un gouvernement d'union nationale».

Au moins 76 migrants morts dans un naufrage

AU MOINS 76 cadavres ont été récupérés et 198 personnes sauvées au large de la Libye après le naufrage jeudi d'un bateau qui transportait environ 300 migrants, a indiqué hier un porte-parole du Croissant-Rouge dans un nouveau bilan. «Jusqu'à présent, 76 cadavres ont été repêchés et 198 personnes ont été secourues», a déclaré un porte-parole du Croissant-Rouge, Mohammed al-Masrati. «Il y a toujours des disparus, des dizaines, mais on ne connaît pas leur nombre exact», a-t-il ajouté. Un responsable des gardes-côtes libyen avait fait état jeudi soir d'au moins 30 morts et de dizaines de disparus dans ce naufrage au large de la ville de Zouara, située à près de 160 km à l'ouest de la capitale libyenne Tripoli. Il avait indiqué que de nombreuses personnes à bord du bateau venaient «de pays africains». La Libye n'est située qu'à un peu plus de 300 km de l'île italienne de Lampedusa que des centaines de migrants venus d'Afrique, de Syrie ou d'autres zones de conflit tentent chaque semaine d'atteindre. Plus de 300 000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier, et plus de 2 500 personnes sont mortes en mer après avoir tenté de rallier l'Europe, a annoncé vendredi le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

R.I.

L'Algérie saluée pour ses efforts constants

L'Algérie qui a déjà abrité une série de consultations entre les parties libyennes, dans le cadre du dialogue sous l'égide de l'ONU, a été saluée par le repré-

Sahara occidental

Le Zimbabwe réitère son soutien à la lutte du peuple pour l'indépendance

Le ministre des Affaires étrangères du Zimbabwe, Simbarashe Mumbengegwi, a réaffirmé le soutien ferme de son pays à la lutte légitime du peuple sahraoui pour la liberté et l'indépendance, appelant la communauté internationale à accélérer le processus de décolonisation de la dernière colonie du continent africain. Lors d'une réunion avec l'ambassadeur sahraoui, Deich Mohamed Saleh, le ministre a indiqué que

«le Zimbabwe considère la présence du Maroc au Sahara occidental comme une occupation illégale et en contradiction avec les résolutions de l'Organisation des Nations unies (ONU) et de l'Union africaine (UA)», a indiqué mercredi un communiqué de l'ambassade sahraoui à Harare. «Le conflit du Sahara occidental est une question de décolonisation qui doit être résolue à travers un référendum d'autodétermination libre, juste et

impartial», a rappelé le chef de la diplomatie zimbabwéenne. M. Mumbengegwi a appelé la communauté internationale à accélérer la recherche d'une solution garantissant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. La réunion a également porté sur les derniers développements dans le conflit du Sahara occidental et le rôle que peut jouer l'Union africaine (UA) pour trouver un règlement rapide à cette question. A. S.

S.K./Agences

Autriche

71 corps de migrants, probablement des Syriens, morts dans un camion

■ Les corps de 71 migrants, probablement des réfugiés syriens, ont été extraits du camion abandonné sur une autoroute d'Autriche, un nouveau drame macabre de l'immigration survenu alors qu'au moins 76 migrants partis de Libye se noyaient dans un naufrage en Méditerranée.

Par Ali O.

Ces tragédies interviennent au moment où l'Europe, de plus en plus débordée, tente de faire face à l'une de ses pires crises migratoires depuis des décennies. Les 71 migrants dont les corps ont été retrouvés en Autriche sont «probablement» des réfugiés de Syrie, a annoncé hier la police, écartant l'éventualité qu'il s'agisse d'Africains après avoir trouvé des papiers syriens dans le camion.

«Parmi les 71 personnes, il y avait 59 hommes, huit femmes et quatre enfants, dont une fillette âgée d'un ou deux ans et trois garçons de 8, 9 ou 10 ans», a déclaré le porte-parole de la police, Hans Peter Doskozil, lors d'une conférence de presse.

Le comptage de 71 cadavres a été rendu très difficile par l'état de décomposition avancée des corps, entassés les uns sur les autres.

Le bilan est très supérieur à l'estimation initiale de 20 à 50 corps faite après la macabre découverte jeudi matin, dans un poids lourd abandonné sur une



R.N.D.R.

bande d'arrêt d'urgence de l'autoroute A4, dans l'Etat oriental du Burgenland, près de la Hongrie et de la Slovaquie. Les polices autrichienne et hongroise ont lancé une enquête conjointe après la découverte du camion de 7,5 tonnes immatriculé en Hongrie et portant le logo d'une entreprise de volaille slovaque.

Une enquête qui progressait.

«Pour le moment, trois personnes ont été arrêtées en Hongrie», a déclaré M. Doskozil.

L'une est un Bulgare d'origine libanaise, qui serait le propriétaire du véhicule. Les deux autres – un Bulgare et un homme porteur de papiers hongrois – sont «presque certainement les chauffeurs» du camion, a précisé le porte-parole. Loin de l'Autriche, en Méditerranée, 76 corps de migrants ont été repêchés après le naufrage jeudi d'une embarcation qui transportait environ 300 personnes au large de la ville de Zouara, en Libye, a annoncé hier à l'AFP un porte-parole du Croissant rouge. Il restait des dizaines de disparus.

Par ailleurs, un bateau des garde-côtes suédois a accosté en Sicile jeudi soir avec 52 cadavres de migrants récupérés la veille après une longue dérive.

S'approchant du camion en

Autriche, les policiers avaient remarqué des «fluides de corps en décomposition» coulant du véhicule et ont été assailli par une odeur putride en ouvrant les portes. Les migrants étaient apparemment morts depuis un certain temps. Même des policiers expérimentés ont paru ébranlés, évoquant un «crime choquant». Des équipes médicales ont travaillé toute la nuit pour extraire les corps du camion.

Ce nouveau drame a été annoncé alors que la chancelière Angela Merkel participait à Vienne à un Sommet avec les dirigeants des Balkans de l'Ouest, qui ont réclamé un «plan d'action» de l'UE pour contenir les migrants.

«Nous sommes tous bouleversés par ces terribles nouvelles», a dit M^{me} Merkel jeudi à Vienne au Sommet des Balkans. C'est un avertissement pour que l'on se

mette au travail, pour résoudre ce problème et faire preuve de solidarité».

La chancelière allemande a reconnu que les pays des Balkans de l'Ouest faisaient face à d'énormes défis. «Ce sont de futurs membres de l'Union européenne, il est de notre responsabilité de les aider».

La Macédoine et la Serbie, deux des principaux points de passage des dizaines de milliers de migrants qui tentent de rejoindre l'Union européenne, ont appelé l'UE à adopter un plan d'action.

«Nous faisons face à la plus grande crise de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale», a souligné le ministre serbe des Affaires étrangères Ivica Dacic.

Plus de 300 000 migrants ont traversé la Méditerranée depuis janvier, et plus de 2 500 personnes sont mortes en mer après avoir tenté de rallier l'Europe, a annoncé hier le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

La «route des Balkans de l'Ouest» est empruntée par des réfugiés syriens ou des Irakiens fuyant la guerre mais aussi par des Albanais, Kosovars ou Serbes en quête d'une vie meilleure.

En bus, à pied, passant sous les barbelés ou prenant d'assaut les trains, les scènes de chaos se multiplient en Europe orientale à mesure que des milliers de migrants avancent à travers le continent.

La Hongrie, membre de l'UE, fait face à un afflux record à sa frontière avec la Serbie, avant l'achèvement, prévu le 31 août, de la construction d'une clôture grillagée le long des 175 km de la frontière commune. **A. O.**



Points chauds

Allégeance

Par Fouzia Mahmoudi

Si la droite est, à juste titre, très optimiste pour les prochaines élections nationales en France, que cela soit pour les régionales qui se tiendront à la fin de cette année ou pour les présidentielles de 2017, il n'en reste pas moins qu'elle se méfie de plus en plus de l'extrême droite. Le Front national sera d'ailleurs certainement l'ennemi le plus difficile à abattre alors que les socialistes ne semblent avoir aucune chance de victoire que cela soit pour les régionales ou les présidentielles. Le mandat de François Hollande a en effet réussi à détruire en grande partie l'influence que pouvait avoir la gauche sur les Français, qui désormais, se rabattent pour une majorité d'entre eux sur la droite et l'extrême droite. Or, chez les Républicains l'on veut éviter que le FN ne remporte un trop gros succès au risque d'éclipser celui de la droite. Surtout, à droite l'on veut éviter coûte que coûte que le parti frontiste ne remporte une région à l'occasion des élections de décembre prochain. Une telle victoire offrant un poids supplémentaire et une légitimité qui pourrait être plus qu'utile à Marine Le Pen pour 2017. Et si la candidature à cette dernière au Pas-de-Calais est irrémédiable, la droite semble décidée à tenter de saboter la candidature d'une autre grande figure du FN, Marion Maréchal Le Pen, en demandant que son exclusion du parti fondé par son grand-père. En effet, Christian Estrosi, député-maire de Nice, a écrit la semaine dernière à Marine Le Pen pour lui demander l'exclusion de la tête de liste FN pour les régionales en Paca, qui a pris sur sa liste un ancien leader du groupuscule d'extrême droite, le Bloc Identitaire. «Par cette alliance, votre nièce franchit une ligne rouge que même votre père n'avait pas osé franchir», écrit Christian Estrosi dans une lettre. Car «en prêtant allégeance au Bloc Identitaire et en scellant une alliance en bonne et due forme avec eux, elle s'inscrit dans la tradition d'une extrême droite non pas Bleu Blanc Rouge comme elle le prétend mais bel et bien Bleu Brun, Noir». Rappelant que Philippe Vardon fut notamment «condamné à 4 mois de prison pour reconstitution de ligue dissoute», et le considérant comme «l'alpha et l'oméga d'une radicalisation qui menace notre vivre ensemble». Christian Estrosi interroge Marine Le Pen: «Allez-vous avoir de nouveau la main qui tremble ou allez-vous vous comporter comme la femme d'Etat que vous prétendez être et exclure votre nièce du Front national?» Toutefois, l'attaque d'Estrosi ressemble plus à l'admission de l'inquiétude qui agite les Républicains que d'une initiative sensée. De toute évidence, la droite est anxieuse et commence à se disperser en menant des actions qui sont hors de propos plutôt que de tenter de s'imposer grâce à son programme. **F. M.**

Allemagne

Renforts policiers en Saxe de crainte de heurts racistes

Les autorités allemandes, craignant de nouvelles violences impliquant l'extrême droite durant le week-end, ont annoncé hier l'envoi de renforts policiers en Saxe (Est), tandis qu'une interdiction de manifester dans une ville au cœur des tensions a été jugée «illégitime». L'Allemagne, qui attend 800 000 demandes d'asile en 2015, soit quatre fois plus que l'année précédente, est devenue le premier pays d'accueil d'Europe, alors que le continent est confronté à sa plus grave crise migratoire depuis la Seconde Guerre mondiale. Une hausse des actes racistes a parallèlement été enregistrée. Heidenau, petite ville de Saxe, où policiers et militants d'extrême-droite se sont déjà affrontés le week-end dernier devant un centre de réfugiés, cristallise les craintes de heurts. La chancelière allemande Angela Merkel y a aussi été insultée et huée cette semaine. «L'Etat fédéral a donné son accord, par la voie du ministère

de l'Intérieur, pour vérifier comment soutenir la police là-bas (...) et va tout faire, dans la mesure où il peut aider, pour soutenir la police de Saxe», a souligné hier Mme Merkel.

Le ministère de l'Intérieur a indiqué que des renforts seraient déployés dans cette région ce week-end mais n'était pas en mesure de les chiffrer.

Par ailleurs, la justice allemande a annulé à la mi-journée la décision qui avait été prise par les autorités locales d'interdire les manifestations à Heidenau de hier après-midi à lundi matin.

Pour le tribunal administratif de Dresde, cette mesure d'exception était «évidemment illégale», rejetant l'argument des autorités locales selon lequel la police régionale n'avait pas les effectifs pour assurer la sécurité de rassemblements, relevant que des renforts seraient disponibles.

Pourtant, l'aveu d'impuissance du pouvoir local avait été constaté. Ce dernier, évoquant une

«situation d'urgence» de la police, jugeait que les «forces disponibles ne sont pas en mesure de répondre à l'évolution potentielle de la situation» et notamment d'éventuels «affrontements violents». Une «fête de bienvenue aux réfugiés», organisée notamment par le mouvement de lutte contre l'extrême droite «Alliance antinazis», est prévue pour hier 15h00 (13h00 GMT) dans cette petite ville de 16 000 habitants.

L'interdiction de manifester avait été vivement critiquée par la classe politique mais aussi des policiers.

Le coprésident des Verts, Cem Özdemir, avait jugé inacceptable que «dans certaines régions d'Allemagne, en particulier en Saxe, l'extrême droite prenne manifestement le dessus et que la police recule».

Le Syndicat de la police (GdP) estimait lui qu'il s'agissait d'une «claque au visage» de tous ceux qui «s'opposent à la propagande creuse des agresseurs d'extrême droite».

8^e Festival diwan

De belles rencontres musicales en clôture

Un spectacle alliant musique diwan, jazz, blues et soul music basé sur l'échange et les rencontres entre musiciens a été animé jeudi soir à Alger par le groupe «Ifriky Spirit» et le jazzman camerounais Richard Bona et son band, devant un public nombreux.

Par Souad A./APS

Pour cette soirée de clôture du 8^e Festival international de musique diwan, qui se tient à Alger depuis samedi, le théâtre de Verdure Saïd-Mekbel du bois des Arcades affichait complet pour la première fois depuis le début de la manifestation.

Autour de Chakib Bouzidi, le groupe «Ifriky Spirit» a proposé en première partie de soirée quelques titres de son album éponyme sorti en début d'année, une immersion dans l'univers musical de la région africaine du Sahel, avec le diwan comme fil conducteur, des compositions comportant, en plus d'une influence sahélienne, des rythmes de bossa nova et de jazz. Le jeune groupe a montré une grande énergie sur scène, interprétant des morceaux très rythmés comme «Moussawayo» ou «Marou» avant de céder la scène à l'invité de la soirée, le bassiste de jazz camerounais Richard Bona, très attendu par le public. Accompagné de Silvain Luc à la guitare et de Obed Calvaire à la batterie, Richard



Bona a gratifié son public de compositions jazz et blues mettant en avant la grande dextérité de ses musiciens et sa maîtrise de la basse en tant qu'instrument de solo avec un programme tiré de ses

deux derniers albums. Très porté sur les échanges culturels et musicaux, le jazzman a d'abord invité la chanteuse de soul music américaine Toni Green, qui s'était produite sur cette même scène la veille, à

P.H. DR

le rejoindre sur scène le temps d'une chanson en mettant son trio à la disposition de la voix puissante de la diva. Le trio a également convié sur scène deux musiciens algériens, avec qui le trio avait eu le temps de répéter, à la percussion et aux claviers donnant ainsi une nappe mélodique supplémentaire et des rythmes maghrébains aux compositions de jazz et d'ethno-jazz sur lesquels les musiciens et le public se sont lâchés. Pour le dernier morceau de cette édition, Richard Bona a également convié Chakib Bouzidi, leader du groupe «Ifriky Spirit», et son gombri pour jouer ensemble une version improvisée de «Hamouda» enrichi du son de guitare, basse, batterie et clavier. Inauguré samedi, le 8^e festival international de musique diwan a pris fin jeudi soir après avoir accueilli les lauréats du festival national, le maître marocain Hamid El Kasri, le groupe «Lemchaheb», «Lemla Becharia», le projet «Malted Milk & Toni Green», «Bessekou Kouyaté & N'goni Ba» et le groupe «Bania».

S.A./APS

48^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem

Le théâtre El Moudja retrouve ses lettres de noblesse

Le coup d'envoi artistique du 48^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem (FNNTA) a été donné jeudi soir par la troupe de l'Association culturelle «Iburen» de Tizi Ouzou, au théâtre El Moudja, lieu chargé d'histoire qui retrouve ainsi ses lettres de noblesse après avoir été le tremplin de plusieurs générations d'artistes. Préférant pour le premier jour du festival, réserver la salle de spectacles de la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki uniquement à l'annonce officielle de l'ouverture, faite par le représentant du wali de Mostaganem en présence des autorités locales, le commissariat du 48^e FNNTA entend donner un signe fort sur sa volonté de «revenir aux fondamentaux» avec pour priorité absolue la formation. «Mohend U Châabane», première pièce à entrer en compétition dans la catégorie B, composée de cinq troupes, desquelles une seule sera retenue pour participer au concours final avec les formations de la catégorie A, est une tragi-comédie marquée par une quête de soi très prononcée. Mise en scène par Belounis Djamel sur un texte de

Mohia, Mohand U Yahia de son vrai nom, le spectacle d'une durée d'une heure, raconte les mésaventures de Mohand U Châabane (campé par Ibrahim Chaba) qui, après avoir trouvé un os, se posa un tas de questions sur son appartenance et ses origines. Tourmenté de savoir d'où il vient, Mohand U Châabane implore le saint Sidi Abdelkader Djillali pour que le propriétaire de l'os trouvé (incarné par le jeune Hadbi Massinissa), mort déjà depuis cinq siècles, soit ressuscité, ce qui fut... Les deux comédiens, complétés par Lateb Amrane dans le rôle du gendarme, ont réussi à porter le texte et exploiter les différents espaces de la scène au décor presque nu, suggérant un puits, le mausolée de Sidi Abdelkader Djillali et une sorte d'escabeau fait de petits troncs d'arbre coupés et attachés de manière à permettre le jeu. A travers la programmation de spectacles dans les théâtres El Moudja et El Ichara, deux lieux mythiques dans l'histoire du théâtre en Algérie, la volonté de préserver l'identité du festival et la résolution de repartir sur de bonnes bases sont ainsi exprimées.

«Nous avons élaboré un programme de formation de plusieurs mois en prévision du cinquantième du festival», a déclaré le nouveau commissaire du FNNTA, Mohammed Takkiret, également metteur en scène. Insistant sur le volet formation, le directeur artistique du festival Ahmed Belalem a pour sa part évoqué des «contacts» pris par le commissariat du FNNTA avec le Festival international du théâtre amateur de Monaco (France), montrant son souci d'arriver à la cinquantième édition avec des comédiens formés et capables de présenter un travail de niveau suffisant. Dix-sept troupes théâtrales sont au programme du 48^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem qui se poursuit jusqu'au 2 septembre prochain, avec au programme de la journée de vendredi deux associations de Tizi Ouzou, «Ithran» et «Igwawen» ainsi que la coopérative «El Khachaba Ed'Dhahabiya» de Sidi Bel-Abbès qui présenteront respectivement : «Tayri tedja tamacite», «Huska» et «Akdam Hafia».

L.B.

Les caravanes itinérantes de cinéma

«Elles œuvrent à réconcilier le public avec le 7^e art», affirme le ministre

Le ministre de la Culture, L'Azeddine Mihoubi a affirmé mercredi soir à Bordj Bou Arreridj que les caravanes itinérantes de cinéma «œuvrent à réconcilier le public avec le 7^e art et à renforcer le réseau des salles qui projettent des films algériens». «Ces caravanes ont réussi à intéresser et à attirer le public. Nous œuvrerons à reconduire l'expérience dans les régions enclavées», a précisé le ministre au cours d'un point de presse à la maison de la culture Mohamed-Boudiat, à l'issue de la cérémonie de clôture de la caravane cinématographique des Hauts-Plateaux. Il a ajouté que les

différents cycles de cinéma lancés depuis le début de l'été ont contribué à «redonner au cinéma algérien sa place d'antan», soulignant que le renouveau du 7^e art est une «priorité» pour son département. M. Mihoubi a également réitéré l'importance de récupérer les salles de cinéma des communes et de les affecter au secteur de la Culture pour, a-t-il souligné, «les faire bénéficier des fonds nécessaires à leur réhabilitation et équipement». Affirmant que le cinéma demeure «un acte collectif qui reflète l'image d'un pays», le ministre a plaidé pour la vulgarisation de la culture du

cinéma par le biais des projections itinérantes. Par ailleurs, il est revenu à la nécessité de rationaliser le financement des festivals, soulignant l'importance de distinguer la rationalisation de l'austérité. A ce propos, il a précisé que le jumelage de certains festivals qui abordent la même thématique et la réduction du temps imparti de certains festivals font partie de la rationalisation des financements. Organisée par le Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel (CNCA), la Caravane cinématographique des Hauts-Plateaux, lancée au début du mois d'août, a projeté une soixan-

taine d'œuvres cinématographiques algériennes entre fictions, documentaires et films d'animation dont certaines produites lors des différentes manifestations culturelles organisées en Algérie. La caravane a sillonné les villes de Tébessa, Khenchela, Batna, Oum El-Bouaghi, Sétif, Bordj Bou Arreridj, Djelfa, Laghouat, Tissemsilt, Tيارت, M'sila, Saïda et El Bayadh. Le programme de cette caravane a été clôturé dans la capitale des Bibans par la projection du film de fiction historique «Loffi» du réalisateur Ahmed Rachedi.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

De la place Maurice Audin à l'esplanade de la grande poste
Jusqu'au 29 août
de 19h à 00h :
«Soirées sans voitures»
et animation artistique
au programme

Théâtre de Verdure Saïd-Mekbel
de Riad El Feth
Jusqu'au 27 août :
Festival international de la
musique Diwane

Parking du Centre
commercial Ardis
Jusqu'au 31 août :
Cirque Amar propose des spectacles
pour enfants et adultes

La salle de cinéma Cosmos de
Riadh el Feth
Jusqu'au 31 août :
Une double programmation filmique
qui touchera deux publics,
une pour les enfants et une autre
pour les plus grands

Stade des frères Amarouche de
Sidi Bel-Abbès
Jusqu'au 28 août :
8e édition du Festival de la chanson
raï.

Maison de la culture de Béjaïa
Jusqu'au 30 août :
Festival local de la musique et de
la chanson kabyles

Palais de la culture Mohamed-Laid
Al-Khalifa de Constantine
Jusqu'au 15 septembre
Exposition rétrospective du peintre
Bachir Belounis

Palais de la culture Moufidi-Zakaria
d'Alger-Centre
Jusqu'au 5 septembre :
Exposition d'art pictural de Hassan
Doudraâ.

Théâtre de Verdure d'Oran
Du 27 au 31 août :
La manifestation «El Bahia en fête»
réunit la nouvelle scène musicale
algérienne et francophone, à l'ima-
ge de El Dey, Freeklane, TOX et
Sink.

Coup-franc direct



Ne pas s'arrêter là

Par Mahfoud M.

Tout le monde jubile maintenant que la ville d'Oran a eu le droit d'organiser les Jeux Méditerranéens. Cependant, ce n'est pas une fin en soi. Le plus important maintenant et de se préparer comme il se doit pour ce rendez-vous. Six ans c'est suffisant mais dans le même temps quelque peu court pour se préparer convenablement pour cette compétition régionale très importante pour la ville et pour tout le pays. Les infrastructures devraient être réalisées à temps et éviter tout retard préjudiciable à la renommée du pays. Il ne faudra pas laisser traîner les choses tout faire ensuite dans la précipitation comme c'est le cas généralement chez nous. Les dirigeants de la ville côtière ont une très grande responsabilité et se doivent d'être à la hauteur des espoirs placés en eux. Organiser un tel événement impose aussi une préparation au top de nos athlètes pour tenter de remporter le maximum de médailles et ne pas laisser filer l'occasion de prendre une place honorable au tableau des médailles. Ce sera le rôle des Fédérations qui devront préparer comme ils se doit nos athlètes. En somme, tout le monde devra mettre la main à la pâte pour une meilleure représentativité du pays et de la ville d'Oran lors de ce rendez-vous.

M. M.

Qatar SC

Halliche annonce son retour prochain à la compétition

Linternational algérien du SC Qatar (D 1 qatarie de football), Rafik Halliche, éloigné des terrains depuis le mois mai dernier à cause d'une grave blessure au genou, a annoncé son retour prochain à la compétition. «La période la plus difficile est derrière moi, je suis sur le point de reprendre l'entraînement. Je ferai le maximum pour être prêt sur tous les plans pour apporter mon aide à mon club cette saison», a déclaré Halliche au site officiel de son club. Le défenseur algérien de 28 ans avait été touché aux ligaments croisés du genou lors du match de son équipe Qatar SC face à Chaihania, en quarts de finale de la Coupe du Qatar en mai 2015. Il avait été opéré avec succès le 26 mai des ligaments croisés du genou. Son indisponibilité avait été alors estimée à six mois. Halliche avait manqué le dernier match des Verts contre l'équipe des Seychelles (4-0) le 13 juin à Blida pour le compte de la première journée (Gr J) des qualifications de la CAN-2017. Il manquera également la prochaine rencontre contre le Lesotho du 6 septembre à Maseru de la deuxième journée.



Halliche avait rejoint Qatar SC l'été 2014 après l'expiration de son contrat avec le club portugais d'Academica Coimbra. D'autre part, l'ancien joueur du NAHD a exprimé son souhait de réussir une bonne saison avec son club qui ambitionne de réussir mieux que la quatrième place de la saison dernière. «Je suis optimiste pour la nouvelle saison surtout la bonne préparation effectuée par le club en Espagne. L'équipe aura son mot à dire cette saison. Nous allons essayer de faire mieux. L'entame de la saison sera très importante pour la suite du parcours».

Jeux Méditerranéens 2021

Oran décroche le droit de l'organisation de la 19^e édition



Oran vient de remporter son pari et relever un véritable challenge. Le Comité international des jeux méditerranéens (CIJM), réuni jeudi à Pescara (Italie), vient de désigner la capitale de l'ouest du pays pour abriter la 19^e édition de ces joutes sportives, prévues en 2021. Le choix porté sur la deuxième ville du pays atteste la solidité du dossier de candidature présenté par les autorités compétentes et les arguments convainquants avancés par tous ceux qui ont eu à défendre le dossier d'Oran. L'attribution de cette 19^e édition des JM a été remportée haut la main par la ville d'Oran comme le montre le résultat du vote : 51 voix au profit de la capitale de l'ouest du pays et 17 voix au profit de Sfax. La candidature d'Oran a bénéficié du soutien aussi bien des hautes autorités du pays que du simple citoyen qui rêvait de voir tous les projecteurs braqués sur la ville de Sidi El Houari, qui deviendra en 2021, la capitale du sport méditerranéen, où régneront paix, amitié, fraternité, performances, esprit sportif et fair-play. Autorités locales, populations, commerçants, associations, mouvements culturels et sportifs, en d'autres termes toutes les franges de la société accordent une importance particulière à cet événement sportif qui pourra donner une dynamique certaine à la ville et réaffirmera la dimension méditerranéenne de la région qui n'a jamais tourné le dos à la mer. Bien avant la procédure de vote, un travail d'information et de sensibilisation a été menée à haut niveau avec comme principal message et assurance «Oran est prête à accueillir dignement et dans les meilleures conditions cet événement sportif». En visite, en juin dernier à Alger, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, avait assuré les autorités locales et la population locale du «plein soutien» du gouvernement sur tous les plans, à la hauteur de cet événement regroupant les pays du pourtour méditerranéen. Pour les autorités et la population locales, l'attribution de ces JM 2021 à Oran sera une opportunité pour redoubler d'efforts et mener à terme tous les projets prévus au titre de cet événement sportif afin de renforcer davantage la dynamique multiforme que connaît le processus de développement local.

Ligue 1 Mobilis/ 3^e journée JSK-USMA à l'affiche

■ La 3^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football sera marquée par l'affiche JS Kabylie - USM Alger, alors que l'ES Sétif, champion sortant mal en point, accueillera l'actuel leader le CS Constantine.

Par Mahfoud M.

Après un début de saison laborieux avec un match nul concédé d'entrée face au MC Oran (1-1) et une défaite face à l'USM Alger (2-1), l'Entente aura à cœur de redresser la barre face au CSC, auteur de deux succès en autant de matchs. Les joueurs de l'entraîneur sétifien Kheirreddine Madoui, éliminés de la Ligue des champions qu'ils ont remportée la saison dernière, devront rester vigilants devant des Constantinois en pleine confiance. La JSK, dirigée désormais par le Français Dominique Bijotat qui a succédé à Mourad Karouf, limogé, tentera d'enregistrer sa première victoire de la saison, même si sa mission s'annonce difficile face à l'USMA.

Revigoré par sa qualification au dernier carré de la Ligue des champions, le club algérois tentera de refaire le coup de la saison dernière, quand il avait surpris la JSK à Tizi-Ouzou (2-1) dans une rencontre marquée par le décès tragique de l'attaquant camerounais Albert Ebossé à l'issue de la partie. Le MC Alger, qui reste sur une victoire en déplacement



Les Kabyles face à leur destin.

face au promu le RC Relizane (2-1), accueillera la JS Saoura à huis clos. Les Algérois seront face à un match piège devant une formation de Saoura qui reste sur deux résultats positifs, emmenée par l'ancien attaquant du MC Alger Mustapha Djallit, meilleur buteur avec 2 buts en compagnie de Gasmî (NAHD) et Zaâbia (MC Oran).

Le MC Oran, dirigé sur le banc pour la deuxième saison par le Français Jean-Michel Cavalli, jouera son premier match à domicile à l'occasion de la réception du MO Béjaïa, après deux sorties de rang : match nul à Sétif (1-1) et défaite à Constantine (2-1). Le MOB, vice-champion d'Algérie, n'aura pas la tâche facile face à des Oranais intraitables dans leur antre d'Ahmed-Zabana la saison dernière. Les deux derniers matchs au programme de

cette journée, DRB Tadjenanet-USM Blida et RC Arbaâ-RC Relizane, devront revenir, en principe, aux locaux.

M. M.

LE PROGRAMME DES RENCONTRES :

| Samedi 29 août 2015 : | |
|-----------------------|-----------------|
| DRBT-USMB | 17h30 |
| MCA-JSS | 18h00 huis clos |
| RCA-RCR | 17h30 |
| MCO-MOB | 18h00 |
| JSK-SA | 18h00 |
| ESS-CSC | 18h00 |

Lorient Mehdi Mostefa va signer pour deux ans à Bastia

L'INTERNATIONAL algérien de Lorient, Mehdi Mostefa, va s'engager pour deux ans avec le Sporting Club de Bastia dans les prochaines heures, a annoncé jeudi le club corse de Ligue 1 française. «Le Sporting Club de Bastia et le Football Club de Lorient ont trouvé un accord pour la mutation de Mehdi Mostefa», a affirmé le club sur son site internet. Le milieu de terrain algérien, qui peut jouer également comme latéral, sera vendredi à Bastia pour passer la traditionnelle visite médicale et signer dans la foulée un contrat de deux années, plus une en option. A Lorient, il a disputé 24 matches pour un but marqué. L'ancien élément de Nîmes Olympique retournerait donc en Corse après les trois saisons passées avec Ajaccio (2011-2014). Mehdi Mostefa n'est plus convoqué en équipe nationale depuis la Coupe du monde 2014 disputée au Brésil sous la conduite de l'ancien sélectionneur, le Bosnien Vahid Halilhodzic. L'arrivée du technicien français Christian Gourcuff, juste après le Mondial brésilien, à la tête des Verts n'était pas faite pour arranger les affaires de Mostefa, écarté des plans de l'ancien coach du FC Lorient.



Match avancé

Le CRB assomme le NAHD

Le CR Belouizdad a battu le Nasr d'Hussein-Dey sur le score de (3/0) avant-hier soir au stade Tchaker de Blida pour le compte de la troisième journée du championnat de L I. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Derrag (doublé) et Nekache. Le CRB totalise sept points grâce à ce succès, tandis que le NAHD a seulement trois points dans son escarcelle. Cette nouvelle enfonce plus les Sang et Or dont c'est la



deuxième défaite consécutive après celle face à l'ASMO.

M. M.

Coupe de Tunisie

L'ES Sahel de Bounedjah en finale



Linternational algérien de l'ES Sahel, Baghdad Bounedjah, auteur d'un but et d'une passe décisive, a contribué à la qualification de son équipe pour la finale de la Coupe de Tunisie contre l'ES Zarzis (4-1) en demi-finale.

Le goleador algérien a inscrit le quatrième but de son équipe à la 84^e minute de la partie. Hamdi Nagguez (un but) et Bangoura (un doublé) sont les autres buteurs.

Ce sera la seconde finale consécutive pour l'équipe de Soussse samedi contre le Stade Gabésien, qui a également validé son billet pour la finale de la Coupe de Tunisie.

La formation gabésienne s'est imposée face au CS Hammam-Lif sur le score de deux buts à un. L'ES Sahel qui a fini le championnat de Tunisie à la seconde place, compte bien conserver son trophée contre Gabes samedi au stade de Rades (Tunis).

Les coéquipiers de Bounedjah sont également qualifiés pour les demi-finales de la Coupe de la Confédération de football.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre

Le pétrole et le reste

Par Nazim Rochd

Comme dans les années 1980, la monarchie des Al-Saoud remet ça. Elle a récidivé, en inondant le marché pétrolier, pour des raisons qu'il est difficile d'identifier. Seul est évident l'objectif de faire s'effondrer les prix du baril. Il faut tourner le regard vers les victimes, afin de tenter de sonder les intentions. Elles ne sont pas nombreuses, ce qui rend la tâche aisée. De la Russie aux producteurs étatsuniens du pétrole de schiste, en passant par l'Iran, le Venezuela et l'Algérie, on ne sait quelle est la cible privilégiée contre laquelle la pétromonarchie accepte de sacrifier jusqu'à 50 milliards de dollars de sa rente annuelle. Au risque d'en payer le prix fort, en termes de désillusion, dans un avenir plus ou moins proche. Il faut dire que la cacophonie des analyses, qui se bousculent sur le sujet, ne permet pas de se faire une idée claire. Commençons par la thèse la plus courue, celle d'une guerre commerciale qui vise à rendre non rentable les puits de schiste et à aboutir à leur fermeture, de façon à défendre une situation de monopole qu'ils menaçaient. Mais il s'avèrerait que les Saoudiens se seraient trompés sur l'importance des coûts. Ils les auraient trop surestimés. Ce qui, de fait, rend inopérant la chute des cours et pas seulement, puisqu'elle se retournerait contre eux et avantagerait leurs adversaires qui utilisent des techniques très peu onéreuses, donc produisent à des coûts très bas. Concernant la Russie, il est évident que l'impact est assez négatif. Là il s'agirait de participer à son affaiblissement, en tant que repréailles pour sa

politique syrienne, tout en se rangeant aux côtés des pays de l'OTAN qui appliquent aux Russes une série de sanctions économiques. L'Iran, le Venezuela et l'Algérie seraient logés à la même enseigne, de manière différenciée. Ainsi donc il y aurait une combinaison de raisons que servirait une seule arme. Dans le même temps, il y a une conséquence majeure qui n'attire pas suffisamment l'attention. C'est la neutralisation de l'OPEP en tant que cartel, voire sa destruction, puisqu'elle n'est plus d'aucune utilité, comme le démontre le mépris affiché par Ryad qui rend vaines toutes les tentatives de lui faire entendre raison. Dans ce contexte délétère, l'Algérie ne pèse pas lourd et ne peut que subir et soit espérer une remontée des cours, à plus ou moins brève échéance, soit tirer les leçons et revoir sa stratégie économique, tant que sa situation financière le permet. Aussi, en utilisant à l'avenir, au mieux, les revenus pétroliers qui ne se tariront pas et qui constituent, tout de même, une manne dont disposent peu de pays similaires. Il faut souhaiter, bien sûr, que soit apprécié à sa juste mesure que c'est toujours l'Etat qui, en attendant que les capitalistes investissent, dépense sans compter pour colmater les déficits en emplois et en revenus, et pour soutenir des politiques libéralisatrices qui ne donnent pas grand-chose, quand cet argent aurait pu servir à relancer la machine économique. Des enseignements existent qui viennent d'ailleurs, d'Amérique latine où le vent a déjà tourné et où bien mal venu celui qui s'aviserait d'y chanter la chanson du marché régulateur.

N. R.

Décès du moudjahid Djelloul Malaika

L'Algérie a perdu

«un symbole du patriote sincère»

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelaziz Bouteflika, a adressé un message de condoléances à la famille du moudjahid Djelloul Malaika, décédé mercredi à l'âge de 87 ans, dans lequel il a souligné que l'Algérie a perdu «un symbole du patriote sincère». «C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris la disparition du moudjahid et frère Djelloul. Je prie Dieu Tout-Puissant de lui accorder sa miséricorde et de l'accueillir dans son vaste paradis», a écrit le Président Bouteflika. L'Algérie a perdu «un de ses fils dignes et un symbole du patriote sincère», a souligné le chef de l'Etat dans son message, rappelant le parcours militant du défunt qui a rejoint à la fleur de l'âge les rangs de la révolution dans la Wilaya IV et «s'est entièrement consacré à la cause juste jusqu'à la victoire». «Après l'indépendance, le défunt, animé de la même détermination, s'est attelé à l'édification, sans jamais se départir de sa modestie ineffable et de sa bonté d'âme», a précisé le Président Bouteflika, ajoutant que Djelloul Malaika «était de cette trempe de militants qui se sont employés à défendre l'Algérie et la dignité de son peuple».

R.N.

71 corps de migrants découverts dans un camion en Autriche



Loumis

Djalou@hotmail.com

Mondiaux d'athlétisme

Makhloufi en finale

■ Le champion olympique du 1500 m, l'Algérien Taoufik Makhloufi s'est qualifié sans problème pour la finale du 1500m des championnats du monde d'athlétisme à Pékin.



Ph/D. K.

Par Mahfoud M.

Le champion olympique algérien s'est permis le luxe de gérer sa course de demi-finale disputée hier vendredi, se contentant de la 2^e place, les cinq premiers étant qualifiés d'office.

Makhloufi disputera la finale ce dimanche à Pékin avec comme principal objectif de décrocher une place sur le podium, sachant que sa mission ne sera pas de tout reposer face aux Ethiopiens et aux Kenyans. La course sera certainement tac-

tique et notre champion devra faire très attention et ne pas se précipiter dès le départ surtout que les Kenyans feront tout pour le stopper. Makhloufi aura fort à faire face à ses redoutables adversaires.

M.M.

Dix individus ont été interpellés sur ordre du procureur

«La mafia du foncier» ciblée par la justice à Béjaïa

La mafia du foncier est la cible de la justice ces dernières semaines. «Sur ordre du procureur près le tribunal de Béjaïa, 7 individus âgés entre 35 et 50 ans, auteurs de constructions illégales sur le site réservé à la nouvelle ville de Sidi-Boudrahem et sur un site réservé pour la construction de 400 logements à Boukhiama dans la commune de Béjaïa, ont été interpellés par la police judiciaire de la sûreté de wilaya», a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. La justice a agi conformément au décret 238-11 du 9 juillet 2011 et également aux dépôts de plaintes des services des domaines publics et la Conservation des forêts. Un dossier judiciaire a été ficelé par les services concernés lundi dernier et l'affaire a été confiée au juge d'instruction qui a placé trois personnes sous contrôle

judiciaire et convoqué le reste de l'affaire dans laquelle trois personnes âgées entre 36 et 54 ans, résidant à Béjaïa, sont

impliqués dans le détournement d'une assiette foncière dont une partie est destinée à la construction de 400 logements sociaux dans la localité de Boukhiama, ajoute-t-on. H.C.

Soupçonnés de chantage envers le roi du Maroc Arrestation de deux journalistes français

DEUX JOURNALISTES français ont été placés en garde à vue, jeudi à Paris. Ils sont soupçonnés d'avoir fait chanter le roi Mohammed VI en tentant de lui soustraire de l'argent contre la promesse de ne pas publier un livre qui contiendrait des informations compromettantes sur le souverain. «Un racket digne de voyous». C'est en ces termes que l'avocat français du roi du Maroc Mohammed VI a décrit le chantage exercé par deux journalistes français à l'encontre du monarque. Arrêtés puis placés en garde à vue jeudi 27 août, ils sont en effet soupçonnés d'avoir fait chanter le souverain en lui proposant de ne pas publier leur livre en échange d'une importante somme d'argent. Une information judiciaire a été ouverte à leur encontre pour tentative d'extorsion de fonds et tentative de chantage, comme le précise une source judiciaire à l'AFP.

R.G./Agences